

## **Lettre du Président Chavez à l'Organisation des Nations Unies.**

Monsieur le Président de l'Assemblée Générale,  
Distingués représentants des peuples du monde,  
Mesdames et Messieurs,

J'adresse ces paroles à l'Assemblée Générale des Nations Unies, ce grand forum où sont représentés tous les peuples de la terre pour exprimer les vérités du Venezuela bolivarien et confirmer notre engagement irrévocable envers la justice et l'égalité, c'est à dire avec la paix.

La paix, la paix, la paix... Nous ne cherchons pas la paix des cimetières comme disait Kant ironiquement mais une paix basée sur le plus grand respect envers le droit international. Malheureusement, l'ONU, tout au long de son histoire, au lieu d'additionner et de multiplier les efforts pour la paix entre les nations, en arrive à avaliser – parfois par action et d'autres fois par omission – les injustices les plus inhumaines.

Il faut constamment se rappeler que le Préambule de la Charte des Nations Unies parle de sauver les générations à venir du fléau de la guerre... Mais c'est lettre morte. Depuis 1945, les guerres n'ont fait que croître et se multiplier, inexorablement. Nous voyons, une fois de plus, la Libye détruite et ensanglantée par la volonté des puissants de ce monde.

Je veux lancer un appel aux gouvernements du monde pour qu'ils réfléchissent : depuis le 11 septembre 2001, a commencé une nouvelle guerre impérialiste qui n'a pas de précédent historique, une guerre permanente, à perpétuité.

Nous devons regarder en face la réalité terrifiante du monde dans lequel nous vivons. Il est nécessaire de dresser un ensemble d'inquiétudes à partir des dangers et des menaces qui nous assiègent : pourquoi les Etats-Unis sont-ils l'unique pays qui parsème la planète de bases militaires ? Que craignent-ils pour avoir un budget aussi terrifiant destiné à augmenter toujours davantage sa puissance militaire ? Pourquoi ont-ils déchaîné tant de guerres, violant la souveraineté d'autres nations qui ont les mêmes droits sur leur propre destin ? Comment faire valoir le droit international contre leur aspiration insensée à dominer militairement le monde, domination qui garantit les sources énergétiques dans le but de soutenir leur modèle prédateur et consumériste ? Pourquoi l'ONU ne fait rien pour arrêter Washington ? Si nous répondions avec une absolue sincérité à ces interrogations, nous comprendrions que l'empire s'est donné le rôle de juge du monde sans que personne ne lui ait donné une telle responsabilité et que, à cause de cela, la guerre impérialiste nous menace tous.

Washington sait que le monde multipolaire est déjà une réalité irréversible. Sa stratégie consiste à arrêter à tout prix le développement soutenu d'un ensemble de pays émergents en négociant les grands intérêts avec leurs associés et leurs acolytes pour donner à la multipolarité l'allure que l'empire désire. Mais ce n'est pas tout. Il s'agit d'une nouvelle configuration du monde qui se base sur l'hégémonie militaire yankee.

L'humanité se trouve face à la menace certaine d'une guerre permanente. N'importe où, et la Libye le démontre, l'empire est disposé à créer les conditions politiques pour aller à la guerre. Dans la vision impériale du monde, on retrouve le célèbre axiome de Clausewitz : la politique est la continuation de la guerre par d'autres moyens.

Qu'y a-t-il tout au fond de ce nouvel Armaguédon : le pouvoir total de la direction militaro-financière qui est en train de détruire le monde pour accumuler chaque fois plus de bénéfices . La direction militaro-financière qui est en train de soumettre de facto un ensemble chaque fois plus grand d'états. Rendez-vous compte que la façon d'exister du capital financier, c'est la guerre : la guerre qui ruine la majeure partie des gens et enrichit quelques-uns de façon inimaginable.

Dans l'immédiat, il existe une menace gravissime pour la paix mondiale : le déchaînement d'un nouveau cycle de guerres coloniales qui a commencé en Libye avec le sinistre objectif de donner un second souffle au système capitaliste mondial aujourd'hui en crise structurelle dont la voracité consumériste et destructrice n'a de limites d'aucune sorte. Le cas de la Libye doit nous alerter sur le désir de créer un nouvel impérialisme colonial : celui de l'interventionnisme militaire avalisé par les organes anti-démocratiques des Nations Unies et justifié par des mensonges médiatiques préfabriqués.

L'humanité est au bord d'une catastrophe inimaginable, la planète marche inexorablement vers l'écocide<sup>1</sup> le plus dévastateur ; le réchauffement global l'annonce à travers ses conséquences terrifiantes mais l'idéologie des Cortes et des Pisaro en ce qui concerne l'écosystème comme le dit bien le remarquable penseur français Edgard Morin, les amène à continuer leurs déprédations et leurs destructions. La crise énergétique et la crise alimentaire deviennent plus aiguës mais le capitalisme continue à dépasser impunément toutes les limites.

Face à ce panorama si désolant, le grand scientifique étasunien Linus Pauling, récompensé en deux occasions par le Prix Nobel, éclaire un autre voie : je crois qu'il existe dans le monde un pouvoir plus grand que le pouvoir négatif de la force militaire et des bombes nucléaires : le pouvoir du bien, de la moralité et de l'humanitarisme. Je crois dans le pouvoir de l'esprit humain. Mobilisons alors tout le pouvoir de l'esprit humain : il est encore temps. Il faut déclencher une grande contre-offensive politique pour empêcher que les pouvoirs des ténèbres trouvent des justifications pour aller à la guerre, pour déchaîner la guerre globale généralisée par laquelle ils prétendent sauver l'Occident.

Le Venezuela appelle à la formation d'une grande alliance contre la guerre et pour la paix, avec le suprême objectif d'éviter la guerre. Il faut mettre en déroute politiquement les bellicistes et plus encore, la direction militaro-financière qui les chapeaute et les commande.

Construisons l'équilibre de l'univers tel que le voulait le Libérateur Simon Bolivar ; l'équilibre que, selon ses paroles, on ne peut trouver dans la guerre, l'équilibre qui naît de la paix.

Il faut se souvenir, et se souvenir tout de suite : le Venezuela, avec les pays membres de l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique (ALBA), a activement plaidé pour une solution pacifique et négociée au conflit libyen. L'Union Africaine a fait de même mais finalement, la logique guerrière décrétée par le Conseil de Sécurité de l'ONU et mise en pratique par l'OTAN, s'est imposée. Par l'OTAN, ce bras armé de l'empire yankee... Logique de guerre dont les transnationales de la communication furent le fer de lance : rappelez-vous que le « Cas de la Libye » fut présenté au Conseil de Sécurité sur la base

---

1 Néologisme formé sur « génocide ».

de l'intense propagande des médias qui mentirent en affirmant que l'aviation libyenne bombardait des civils innocents, pour ne pas parler de la grotesque mise en scène médiatique sur la Place Verte de Tripoli. Cette campagne préméditée de mensonges justifia des mesures d'urgence et irresponsables du Conseil de Sécurité de l'ONU qui ouvrirent la route pour que l'OTAN accomplisse par la voie militaire sa politique de changement de régime dans ce pays.

Il vaut la peine de se demander: qu'est devenue la zone d'exclusion aérienne établie par la Résolution 1973 du Conseil de Sécurité ? Peut-être, les 20 000 missions aériennes et plus de l'OTAN contre la Libye, dont beaucoup dans le but de bombarder le peuple libyen, ne sont-elles pas la négation même de cette zone d'exclusion ? La force aérienne libyenne complètement annihilée, la continuation des bombardements « humanitaires » démontre que l'Occident, à travers l'OTAN, impose ses intérêts à l'Afrique du Nord, transformant la Libye en un protectorat colonial. C'est une plaisanterie, d'affirmer que l'ONU a imposé un embargo sur les armes en Libye alors que l'OTAN même a introduit des milliers d'armes lourdes pour soutenir l'insurrection violente contre le gouvernement légitime de ce pays. L'embargo, apparemment, devait seulement empêcher que le gouvernement libyen puisse défendre sa souveraineté, montrant une fois de plus ce mode de fonctionnement international cruel selon lequel la loi ne s'impose qu'aux faibles.

Quel est le motif réel de cette intervention militaire ? Coloniser à nouveau la Libye pour s'emparer de ses richesses, tout le reste est subordonné à cet objectif. Personne ne colonise innocemment, disait avec juste raison le grand poète martiniquais Aimé Césaire dans son extraordinaire discours sur le colonialisme.

Evidemment, la résidence de notre ambassadeur à Tripoli a été envahie et pillée mais l'ONU n'en a rien dit, gardant un silence ignominieux.

Nous exigeons l'arrêt immédiat des bombardements sur le territoire libyen. Nous continuerons également d'exiger le respect du droit international en ce qui concerne cette nation sœur. Nous ne nous taisons pas devant l'intention perverse de détruire les bases qui lui donnent son sens et sa raison. Pour cela, nous posons la question suivante à cette Assemblée : Pourquoi a-t-on donné le siège de la Libye à l'ONU à l'auto-proclamé « Conseil National de Transition » alors que l'on bloque l'entrée de la Palestine, méconnaissant non seulement son aspiration légitime mais ce qui est déjà la volonté majoritaire de l'Assemblée Générale ?

Le Venezuela ratifie ici de toutes ses forces et avec l'autorité morale que donne la volonté majoritaire des peuples du monde, sa solidarité inconditionnelle avec le peuple palestinien et son soutien sans restrictions à la cause nationale palestinienne, incluant l'admission immédiate d'un état palestinien de plein droit au sein de l'Organisation des Nations Unies.

Et le même schéma impérialiste est en train de se répéter dans le cas de la Syrie à moins que quelques membres permanents du Conseil de Sécurité fassent montre aujourd'hui de la fermeté qui leur a manqué dans le cas de la Libye, tout est prêt pour que le Conseil de Sécurité donne son aval à l'OTAN pour lancer des missiles et lancer des bombardiers contre la Syrie.

Il est intolérable que les puissants de ce monde prétendent s'arroger le droit d'ordonner aux chefs d'état légitimes et souverains de démissionner immédiatement. C'est ce qui est

arrivé en Libye et ils veulent faire pareil en Syrie. Telles sont les différences existantes sur la scène internationale et telles sont les agressions contre les nations.

Nous ne sommes pas de ceux qui voulons précipiter les choses en ce qui concerne la situation interne de la Syrie, premièrement, à cause de la complexité inhérente à toute réalité nationale, et deuxièmement parce que seul le peuple syrien peut résoudre ses problèmes et décider de son destin, en accord avec le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, un droit inaliénable dans tous les sens du terme. Mais cela ne nous empêche pas de penser qu'il vaut cent fois mieux parier sur le succès du grand dialogue national auquel a appelé le président Bachar El Assad que d'imposer des sanctions et crier comme des hyènes pour une intervention militaire. Depuis le Venezuela bolivarien, nous soutenons sans ambiguïté les grands efforts que fait le président Bachar El Assad pour préserver l'unité et la stabilité de sa patrie face à l'agression de l'impérialisme vorace.

Monsieur le Président,

Occupons-nous maintenant de la Corne de l'Afrique et nous aurons un exemple terrible de l'échec historique de l'ONU : la plupart des agences de presse sérieuses indiquent qu'entre 20 000 et 29 000 enfants de moins de 5 ans sont morts dans les trois derniers mois.

La grande journaliste Frida Modak, dans son article « Mourir en Somalie », découvre toute la misère qui, plus que celle qui dévaste l'importante région de la Corne de l'Afrique, ronge les principales organisations internationales et en tout premier lieu, l'ONU : ce dont on a besoin pour faire face à cette situation, c'est 1 400 millions de dollars, non pour résoudre le problème mais pour répondre à l'urgence dans laquelle se trouvent la Somalie, le Kenya, Djibouti et l'Ethiopie. Selon toutes les informations, les deux prochains mois seront décisifs pour éviter la mort de plus de 12 millions de personnes et la situation la plus grave est celle de la Somalie.

Cette réalité ne peut pas être plus atroce si au même moment, nous ne nous demandons pas combien on est en train de gaspiller pour détruire la Libye. Ainsi répond le congressiste étasunien Dennis Kucinich : « Cette nouvelle guerre nous coûtera 500 millions de dollars pour la seule première semaine. Il est clair que nous n'avons pas les ressources financières pour cela et nous finirons par réduire le financement d'autres programmes domestiques importants. » Selon le même Kucinich, avec ce qui a été gaspillé dans les trois premières semaines au nord du continent africain pour massacrer le peuple libyen, on aurait pu aider toute la région de la Corne de l'Afrique, sauvant ainsi des dizaines de milliers de vies.

Les raisons qui ont motivé l'intervention criminelle en Libye ne sont en aucune façon humanitaire : elles se fondent sur le postulat malthusien que « il y a trop de gens dans le monde » et qu'il faut les éliminer en développant la faim, la destruction et l'instabilité. En créant, en même temps, plus de gains financiers. En ce sens, il est franchement lamentable que, dans le message d'ouverture de la 66<sup>e</sup> Assemblée Générale de l'ONU, l'on n'ait pas appelé à une action immédiate pour résoudre la crise humanitaire dont souffre la corne de l'Afrique, en même temps qu'on affirme que « le moment est venu d'agir » en Syrie.

Mesdames et Messieurs,

Nous appelons également à la fin du honteux et criminel blocus contre la république sœur de Cuba, blocus que maintient l'empire depuis plus de 50 ans, avec cruauté contre l'héroïque peuple de José Martí.

Jusqu'à 2010, il y a eu 19 votes à l'Assemblée Générale de l'ONU qui confirment la volonté universelle d'exiger des Etats-Unis que cesse le blocus économique et commercial contre Cuba. Tous les arguments du bon sens international étant épuisés, on ne peut plus que croire qu'un tel acharnement contre la Révolution Cubaine est la conséquence de l'orgueil impérial face à la dignité et au courage qu'a montré le peuple cubain insoumis dans la souveraine décision de diriger son destin et de lutter pour son bonheur. Au Venezuela, nous croyons qu'est venue l'heure d'exiger des Etats-Unis non seulement la fin immédiate et sans conditions du blocus criminel imposé au peuple cubain, mais la mise en liberté des 5 combattants anti-terroristes cubains emprisonnés dans les geôles de l'empire pour l'unique raison qu'ils ont essayé d'empêcher des actions illégales que des groupes terroristes préparent contre Cuba sous la protection du gouvernement des Etats-Unis.

Monsieur le Président de l'Assemblée Générale  
et distingués représentants du peuple du monde,

Nous voulons le redire ! Il est impossible d'ignorer la crise des Nations Unies. Devant cette même Assemblée Générale, nous avons soutenu, en 2005, que le modèle des Nations Unies était obsolète. En cette occasion, nous évoquons aussi la nécessité inévitable de sa refondation.

Depuis lors jusqu'à maintenant, rien n'a été fait. La volonté politique des puissants s'est imposée. C'est clair : l'ONU telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, sert docilement leurs intérêts. Pour nous, il est clair que les Nations Unies ne s'améliorent pas ni ne s'amélioreront de l'intérieur. Si son Secrétaire Général, avec le Procureur de la Cour Pénale Internationale, participent à un acte de guerre comme dans le cas de la Libye, il n'y a rien à espérer de la forme actuelle de cette organisation. Et déjà, on n' a plus de temps pour de réformer. L'ONU n'accepte aucune réforme, la maladie qu'elle a en elle est mortelle.

Il est intolérable qu'il existe un Conseil de Sécurité qui tourne le dos chaque fois qu'il veut, à la majorité » des nations, méconnaissant délibérément la volonté de l'Assemblée Générale. Si le Conseil de Sécurité est une sorte de club avec membres privilégiés, que peut faire l'Assemblée Générale, quelle est sa marge de manœuvre quand ceux-ci violent le droit international ?

En paraphrasant Bolivar – lorsqu'il se référait concrètement à l'impérialisme yankee naissant en 1818 – il faut que le faible suive les lois et que le fort se réserve les abus. Nous ne pouvons être, nous les peuples du Sud, ceux qui respectons le droit international tandis que le Nord nous détruit et nous pille en le violant.

Si nous n'assumons pas une bonne fois pour toutes, l'engagement de refonder les Nations Unies, cette organisation perdra définitivement le peu de crédibilité qui lui reste, sa crise de légitimité s'accélérera jusqu'à l'implosion finale. De fait, c'est ce qui est arrivé à l'organisme qui l'a immédiatement précédée, la Société des Nations. Un premier pas décisif pour commencer à refonder les Nations Unies, serait d'éliminer la catégorie des membres permanents et le droit de veto au Conseil de Sécurité. Il faudrait également

porter au plus haut , démocratiquement, le pouvoir de décision de l'Assemblée Générale. De même, s'impose dans l'immédiat la révision à fond de la Charte des Nations Unies, dans le but de procéder à la rédaction d'une nouvelle Charte.

Peuples du monde :

Le futur d'un monde multipolaire en paix réside en nous-mêmes, dans l'organisation des peuples majoritaires de la planète pour nous défendre contre le nouveau colonialisme et atteindre à l'équilibre de l'univers qui neutralise l'impérialisme et l'arrogance.

Cet appel immense, généreux, respectueux, sans exclusion, est destiné à tous les peuples du monde mais tout spécialement aux puissances émergentes du Sud qui doivent assumer avec courage le rôle qu'elles sont appelées à jouer dans l'immédiat.

En Amérique Latine et aux Caraïbes, ont surgi de puissantes et dynamiques alliances régionales qui cherchent à former un espace régional démocratique, respectueux des particularités et désireux de mettre l'accent sur la solidarité et la complémentarité en mettant en valeur ce qui nous unit et en trouvant une solution politique à ce qui nous divise. Et ce nouveau régionalisme admet la diversité et respecte les rythmes de chacun. Ainsi, l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique (ALBA) progresse en tant qu'expérience d'avant-garde de gouvernements progressistes et anti-impérialistes, cherchant des formules de rupture avec l'ordre international imposé et fortifiant la capacité des peuples à faire front collectivement aux pouvoirs factuels. Mais cela n'empêche pas que leurs membres donnent une impulsion décidée et enthousiaste à la consolidation de l'Union des Nations Sud-Américaines (UNASUR), bloc politique qui fédère les 12 états souverains de l'Amérique du Sud dans le but de les regrouper dans ce que le Libérateur Simon Bolivar a appelé « une nation de République ». Et, au-delà, nous, les 33 pays de l'Amérique Latine et des Caraïbes, nous nous préparons au passage historique de fonder une grande entité régionale qui nous regroupe tous, sans exclusion, dans une organisation où nous pourrions projeter ensemble les politiques qui devront garantir notre bien-être, notre indépendance et notre souveraineté, avec pour bases l'égalité, la solidarité et la complémentarité. Caracas, la capitale de la République Bolivarienne du Venezuela, s'enorgueillit dès maintenant d'héberger les 2 et 3 décembre prochains, le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement qui fondera définitivement notre communauté d'états latino-américains et caribéens (CELAC).

Nous, les Vénézuéliens, mettons notre espérance dans une grande alliance des ensembles régionaux du Sud tels que l'Union des Nations Sud-Américaines (UNASUR), la CARICOM, le SICA, l'Union Africaine, l'ASEAN ou l'ECO et très spécialement dans les instances inter-régionales d'organisations des puissances émergentes comme le BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) qui doit devenir un pôle d'attraction qui s'organise avec les peuples du Sud.

Je veux terminer en rappelant le grand chanteur du peuple vénézuélien Ali Primera. Dans une de ses chansons, il nous interpelle ainsi : « Quel est le combat des hommes pour la paix ?

Et quelle paix ?

Ou bien voulez-vous laisser le monde tel qu'il est ? »

Aujourd'hui, plus que jamais, le pire crime contre la paix, est de laisser le monde tel qu'il est. Si nous le laissons comme il est, le présent et le futur sont et seront une guerre

perpétuelle. Au contraire, obtenir la paix suppose transformer radicalement tout ce qui l'empêche. Pour parler comme Ali Primera, que l'humanité soit humaine.

Hugo Chavez Frias

Président de la République Bolivarienne du Venezuela.

27 septembre 2011

(traduction Gaston Lopez)